

Si le personnage d'Angie se caractérise par son ambiguïté, Paul Laverty pointe une ambiguïté plus vaste du système économique : « Il faut beaucoup de personnes comme Angie pour lubrifier la longue chaîne complexe de sous-traitance et de sous-sous-traitance qui nous permet d'acheter notre sandwich fraîchement préparé, notre poulet surgelé ou notre barquette de fraises. Une main d'oeuvre invisible, exploitée est impliquée dans chacun des aspects de notre vie. Peut-être avons-nous besoin du culot des Angies de ce monde pour faire le sale boulot à notre place et garder hors de notre vue les détails sordides de ce qui se passe dans les entrepôts, aux abords des grandes villes... »

Ken Loach livre quelques clés sur son héroïne : « Elle est un produit de la contre-révolution Thatcher qui a mis la priorité sur les affaires, le don d'entreprendre et qui a encensé l'idée de se faire « une place au soleil » en jouant des coudes. Angie est quelqu'un d'agréable à fréquenter mais dont on ne voudrait vraiment pas comme amie proche. Cela se comprend à la façon dont les hommes la traitent. On la remarque : si elle vous accompagnait dans n'importe quel club, ce serait l'attraction principale. Mais vous n'auriez sans doute pas envie de passer une semaine avec elle, et encore moins une grande part de votre vie. Il fallait qu'Angie soit capable d'exister dans un monde masculin d'argent et de compétition tout en étant aussi, même si elle n'emploie jamais ce mot, une féministe. Je crois qu'elle est un pur produit de son époque. Le film ne porte pas de jugement sur elle, il juge le système dans lequel elle s'épanouit. »

%%%%%%%%%



Paul Laverty : un scénariste pas ordinaire

Paul Laverty, né en 1957 à Calcutta (Inde), est un scénariste britannique. Il est né d'un père écossais et d'une mère irlandaise.

Il suit des études de philosophie (diplôme de l'Université pontificale grégorienne) et de droit (diplôme de l'Université de Glasgow). Il exerce quelque temps comme avocat. Dans les années 1980, il voyage en Amérique latine : du Nicaragua au Salvador et au Guatemala en passant par le Mexique. Il anime une association de défense des Droits de l'Homme au Nicaragua. Il y dénonce l'intervention des États-Unis.

Il est membre du comité de parrainage du Tribunal Russell sur la Palestine dont le début des travaux a été présenté le 4 mars 2009. C'est le scénariste principal de Ken Loach.

Filmographie

- | | |
|---|--|
| 1995 : Carla's Song, de Ken Loach | 2007 : Tickets, de Ken Loach, Olmi et Kiarostami |
| 1998 : My Name Is Joe, de Ken Loach | 2008 : It's a Free World, de Ken Loach |
| 2000 : Bread and Roses, de Ken Loach | 2009 : Looking for Eric, de Ken Loach |
| 2002 : 11'09''01 - September 11, de Ken Loach | 2010 : Route Irish de Ken Loach |
| 2002 : Sweet Sixteen, de Ken Loach | 2010 : Même la pluie de Icíar Bollaín |
| 2004 : Just a Kiss, de Ken Loach | 2012 : La Part des anges de Ken Loach |
| 2006 : Cargo, de Clive Gordon | 2014 : Jimmy's Hall de Ken Loach |
| 2006 : Le vent se lève, de Ken Loach | |

Toujours selon le Guardian, même Buckingham Palace s'y est mis. La résidence de la famille royale à Londres s'ouvre à la visite, durant l'été et embauche pour ce faire 350 salariés à temps partiel. A temps parfois très partiel : les nouvelles recrues signent des contrats "zéro heure".

Selon ces contrats, les personnes embauchées n'ont aucune heure de travail assurée : tout dépend de la fréquentation. Le contrat, qui est d'une durée de trois à quatre mois, stipule par ailleurs qu'elles n'ont pas le droit de travailler pour un autre employeur, histoire d'être toujours disponibles.

Ajoutons que même le gouvernement de David Cameron embauche ainsi 144 personnes.

Combien de Britanniques sont employés en contrat de travail "zéro heure" ?

Selon un sondage publié lundi par le Chartered Institute of Personnel and Development (CIPD), une organisation qui rassemble des professionnels des ressources humaines, il y aurait environ 1 million de personnes employées sous ce type de contrat. Ce qui fait entre 3 et 4% de la population active.

Un nombre bien supérieur aux chiffres officiels, qui font état de seulement 250.000 contrats "zéro heure". L'Office des statistiques nationales (ONS) avait d'ailleurs reconnu qu'ils ne reflétaient pas forcément la réalité et qu'un plus grand nombre d'employés étaient susceptibles d'être concernés.

Que pensent le gouvernement, l'opposition et les syndicats britanniques de ces contrats ?

David Cameron se vante d'avoir contenu le taux de chômage en Grande-Bretagne, malgré l'économie stagnante. Depuis le début de la crise financière, la Grande-Bretagne se targue d'avoir maintenu un taux de chômage relativement bas (8 %) au regard de ses homologues européens. Et cela s'est fait grâce au recours massif à des contrats de travail précaires.

La coalition gouvernementale, qui rassemble les libéraux-démocrates et le Parti conservateur du Premier ministre, David Cameron, considère que ces contrats contribuent à une souplesse nécessaire à la solidité de l'emploi britannique. Mais face aux révélations sur l'ampleur du recours aux contrats zéro heure, la classe politique s'est faite relativement discrète.

Les syndicats sont bien entendu montés au créneau pour dénoncer cette pratique, mais le parti travailliste est demeuré en retrait. Seul le shadow minister, en français le ministre fantôme, (en démocratie parlementaire chaque ministre est doublé par un ministre de l'opposition) en charge de l'éducation, Andy Burnham, s'est prononcé pour une interdiction de ces contrats, alors que le leader de son parti, Ed Milliband, s'est contenté d'annoncer que, s'il parvient au pouvoir, il encouragera les entreprises qui paient leurs employés au-delà du salaire minimum. Les députés de base du parti travailliste ont, de leur côté, organisé un débat sur le sujet au Parlement. Débat auquel aucun député conservateur n'a pris part.

Cependant l'actuel ministre des Affaires, de l'Innovation et du Savoir-faire [qui inclut les universités ! LGS] du gouvernement Cameron, le libéral-démocrate Vince Cable, est en train d'envisager une plus grande régulation de ces contrats. Mais, il a totalement exclu de mettre un terme à la pratique pour de bon.

Il faut dire que le lobby des patrons, l'Institute of Directors, pèse de tout son poids en arguant que ces contrats répondent à un besoin de flexibilité du marché du travail. Ils prennent en exemple des pays comme l'Espagne ou l'Italie, où l'absence de tels statuts créent un manque de flexibilité qui pénalise l'économie de ces pays.

En France ce type de contrat peut-il exister ?

En théorie, une telle flexibilité n'est pas possible en France, même si certains employés précaires se retrouvent parfois dans des situations comparables. Par exemple en termes d'horaires, le temps partiel permet de travailler moins de 35 heures par semaine. Mais contrairement au contrat "zéro heure" britannique la durée du travail est inscrite sur le contrat du salarié. De plus à partir du 1er janvier 2014, cette durée devra être d'au moins 24 heures. L'employé peut aussi travailler pour plusieurs entreprises non-concurrentes.

Le travail le plus aléatoire est à chercher du côté des contrats très courts : CDD d'usage, intermittents, vacations, piges, etc., dont il existe une liste, établie par décret, Certains salariés ne

L'extraordinaire rapport "secret" sur le système juridique et policier du Royaume-Uni. Totalement infiltré par le crime organisé.

Le Royaume-Uni, "État-voyou" Philippe GRASSET (janvier 2014)

Une opération secrète, l'Opération Tiberius, a été lancée en 2003 pour évaluer le degré de corruption et de pénétration par le crime organisé de différents organes de sécurité intérieure et de justice du Royaume-Uni. Un rapport a été établi après la conduite à bien de cette Opération Tiberius. *The Independent*, qui a obtenu un exemplaire du rapport, a publié plusieurs articles sur ce document (les 9 janvier 2014, 10 janvier 2014 et encore 10 janvier 2014). L'Opération Tiberius montre une pénétration systématique par la corruption, les pressions, le chantage, etc., du crime organisé dans les principaux organes de police, de la justice, du système carcéral, des impôts, des douanes, etc., bref tout ce qui forme l'appareil interne de la sécurité et de la justice courantes dans ce pays. (On signalera également un article de *Russia Today*, du 11 janvier 2014, reprenant nombre d'informations de *The Independent* en les synthétisant.)

Les informations publiées signalent notamment, en présentant les résultats de l'Opération Tiberius à partir des informations de *The Independent*, que cette opération a été réalisée par des voies tout à fait inhabituelles, échappant au contrôle des organismes impliqués. Tiberius semble avoir été prioritairement confiée à des services tels que le MI5 (contre-espionnage) et le MI6 (renseignement extérieur), et selon des voies et moyens secrets telles que des écoutes clandestines, des interceptions de courrier, etc.

Il semble qu'on ne trouve pas d'indication de date pour la clôture de l'Opération Tiberius mais il est manifeste qu'une telle action demande plusieurs années aussi bien pour l'ampleur du travail que pour les conditions de l'action (le secret nécessaire pour l'enquête). Dans tous cas, tout indique, bien entendu, que la situation actuelle est aussi catastrophique que celle que décrit Tiberius, et même qu'elle a empiré.

« En 2003 l'Operation Tiberius a découvert que des hommes soupçonnés d'être les plus grands criminels d'Angleterre étaient parvenus à corrompre de nombreux services de l'état tels que l'Administration Fiscale et Douanière (HM Revenue and Customs), le Ministère Public (the Crown Prosecution Service), la Police de la City de Londres, et l'Institution Carcérale ainsi que des piliers du système judiciaire comme des jurés et des professionnels de la justice.

»L'audit tactique réalisé par les services secrets et "ratifié par les plus hauts dirigeants" du Met (Metropolitan Police) révèle que des jurés ont été achetés ou menacés pour qu'ils rendent un verdict "non coupable" ; que des individus corrompus travaillent dans les services de l'Administration Fiscale et Douanière dans le pays comme à l'étranger ; et qu'on peut acheter une "carte pour sortir de prison" pour 50 000 livres. Le rapport affirme que du fait de l'ampleur de cette corruption la police et les procureurs ne parviennent quasiment plus à faire condamner les gangs organisés que la police soupçonne de contrôler l'essentiel des activités criminelles du milieu. L'auteur du rapport Tiberius qui est fondé sur des sources des services secrets comme des policiers infiltrés, des écoutes téléphoniques, des informations fournies par les services de sécurité ainsi que sur la compilation de milliers de fichiers présents et passés est arrivé à la terrible conclusion qu'"il est difficile d'imaginer l'ampleur des dégâts causés".»



Ces nouveaux éléments ont été révélés le lendemain du jour où *The Independent* a révélé que Tiberius était arrivé à la conclusion que la Police Métropolitaine souffrait d'une "corruption policière endémique" à cette époque et que les plus dangereux syndicats du crime organisé avaient la capacité d'infiltrer le Nouveau Scotland Yard "à volonté".

»Le rapport indique dans ses conclusions que : "L'évaluation exacte des dégâts causés par ces réseaux de corruption est impossible à faire à ce stade et il est nécessaire de procéder à de vigoureuses analyses complémentaires." "Mais la déclaration d'un officier d'investigation haut gradé [senior investigating officer -SIO] attaché au SO 1 (3) donne quelques indications de l'ampleur du problème dans l'est et le nord-est de Londres :

Ainsi, l'organisation, qui s'apparente à un vaste lobby aux mains des employeurs, lance un énième appel en faveur de l'ouverture des marchés.

Mais, pour la première fois, il le fait avec des données et des chiffres précis en provenance du cabinet de conseil *Oxford Economics*. Les chiffres sont destinés à donner de la consistance aux exigences des employeurs, dont certains sont quelque peu malmenés par les récentes critiques relatives à la gestion privée de la sécurité lors des Jeux olympiques de Londres. Selon la CBI, le Royaume-Uni pourrait ainsi sauver, chaque année, au moins 22,6 milliards de livres sterling, l'équivalent de 25 milliards d'euros, « *en laissant à la libre concurrence des secteurs comme le logement social, la gestion des prisons ou la restauration scolaire* », a déclaré le directeur général de la confédération, John Cridland. « *Nous demandons maintenant que le gouvernement de David Cameron sorte de son inertie et prenne en considération nos propositions* ». Demande acceptée, puisque la coalition formée par les conservateurs et les libéraux-démocrates a déjà fixé une rencontre pour « *examiner les options en la matière* ».

Peu importe si les entreprises qui ont décroché par le biais d'appels d'offres la mission de s'occuper de l'ordre public au cours de ces Jeux qui ont mis sous le feu des projecteurs la Grande-Bretagne et Londres n'ont pas été pleinement en mesure de l'accomplir. Quelques semaines avant le début des compétitions, l'armée n'avait-elle pas dû rappeler des milliers de soldats d'Afghanistan pour pallier les insuffisances constatées sur le terrain ?

Et peu importe si de nombreuses entreprises qui ont la responsabilité des services dans les maisons de retraite ont montré un certain nombre d'insuffisances dans les soins portés aux patients, comme les journaux et la télévision ont pu largement le montrer au travers d'enquêtes et de rapports. Mais selon la CBI, la privatisation est toujours la recette gagnante et elle est applicable aux services publics qui, chaque année, représentent un manque à gagner de plus de 278 milliards de livres, soit plus de 300 milliards d'euros. L'étude réalisée par *Oxford Economics* nous en apprend aussi un peu plus : avec les économies ainsi dégagées, le budget du Royaume-Uni pourrait revenir à l'équilibre dès l'exercice 2016-2017. Et les dépenses publiques prévues cette année - 680 milliards de livres entre le gouvernement central et les administrations locales - pourrait commencer à décroître dès l'année prochaine.

Non contente de la « force » de ses chiffres, la CBI a également commandé un sondage téléphonique à la *ComRes*, une agence d'études de marchés bien connue. Il ressort que 75% des Britanniques seraient favorables à une privatisation accrue. Des sondages largement critiqués par les syndicats du Royaume-Uni qui remettent en cause les méthodes utilisées et dénoncent la collusion entre des agences qui seraient chargés de préparer l'opinion à des choix économiques cruciaux et les représentants du patronat, qui en seraient comme par hasard les grands bénéficiaires.

Dave Prentis, secrétaire général d'Unison, une des plus importantes associations de travailleurs, a publié un communiqué : « *La CBI a sorti du chapeau des chiffres qui ne nous convainquent pas. Les faits sont clairs : la privatisation est un échec coûteux. Les contribuables ne peuvent plus rien se permettre et la semaine dernière, certains parlementaires, sur la pression de la rue, ont appelé à la rédaction d'une liste noire des entreprises qui n'ont pas respecté leur contrat* ». « *La privatisation, poursuit Prentis, porte la responsabilité d'énormes coûts humains. Demandez à une personne âgée dans une maison de retraite, aujourd'hui, ou regardez le fiasco de la sécurité pendant les Jeux olympiques. Lorsque le secteur privé brise quelque chose, c'est toujours le public qui paie les pots cassés. Et on doit tous en supporter le coût au final* ».

Mais la CBI tient impérativement à avoir le dernier mot : « *le moment est désormais venu de briser le monopole du public, on ne peut plus se le permettre...* ».

Capitaine Martin octobre 2012

IMPORTANCE DE L'ÉCONOMIE «NOIRE» DANS LES PAYS EUROPÉENS EN 2011

(en pourcentage du PIB officiel)

SOURCE : ÉTUDE DU PROFESSEUR FREDRICH SCHNEIDER, DE L'UNIVERSITÉ DE LINZ

